



La jeunesse dans la rue contre le gouvernement

Au moment même où Chirac et Ferry lançaient le « grand débat national » sur « l'avenir de l'école » pour essayer d'étouffer le mécontentement de l'ensemble du personnel de l'Education nationale, la jeunesse des universités est entrée dans la lutte. Elle apporte ainsi la seule réponse que méritent les manœuvres hypocrites du gouvernement qui ne conçoit le dialogue social qu'à sens unique pour imposer le consensus sur ses réformes réactionnaires. A leur tour, les jeunes disent non, et ils ont raison.

Aggraver la sélection sociale

Les étudiants se battent contre le projet de loi du gouvernement instituant l'autonomie des universités. Il s'agit de mettre les universités en concurrence, d'aggraver en retour la sélection sociale, de pousser les directeurs d'université à agir en patrons, « soumis aux impératifs de la concurrence ». Le gouvernement prévoit aussi de généraliser un système d'équivalence des diplômes à l'échelle européenne qui aurait comme principale conséquence d'aggraver la sélection. Dans le cadre de l'Europe capitaliste, il s'agit de « relever les défis de la concurrence internationale » selon les propos de Ferry. Ce projet n'est pas nouveau, il a commencé à être mis en œuvre par le ministre socialiste, Claude Allègre, celui qui se vantait de vouloir « dégraisser le mammoth ».

L'égalité des chances est certes un mythe mais la réforme voulue par le gouvernement ne ferait qu'aggraver les inégalités. Et bien sûr ce sont les étudiants issus des classes populaires qui en seront les victimes.

Ferry recule

Alors qu'il y a seulement quelques jours, le ministre de l'Education nationale, Ferry, répétait qu'il ne saurait revenir sur son projet « *parce qu'il y a quelques contestataires* », samedi, le même ministre annonçait qu'il n'y avait aucun projet de loi à l'ordre du jour ! Sans doute, Ferry a-t-il compris que les contestataires étaient bien déterminés, qu'ils étaient de plus en plus nombreux et que leur mouvement rencontrait la sympathie des enseignants et de la population. A l'approche des élections, le gouvernement semble préférer calmer le jeu et différer son projet.

C'est un premier succès, mais il semble que les étudiants n'aient nullement l'intention de s'en contenter. Ils sont lucides et n'ont aucune confiance dans la parole de Ferry et de ce gouvernement de menteurs.

Imposer d'autres reculs

Ce recul du gouvernement, aussi limité soit-il, face à un mouvement étudiant encore à ses débuts révèle sa faiblesse. Les élections approchent, Raffarin dégringole dans les sondages, Chirac est incapable de reprendre l'initiative, les ambitions des Sarkozy et autres Fillon ou Bayrou divisent la majorité, et le gouvernement continue ses multiples attaques contre les classes populaires.

Il est possible de le faire reculer à condition de retrouver la détermination et l'unité qui ont fait la force du mouvement du printemps dernier. A condition aussi que les salariés tirent les leçons de son échec, pour prendre en main, eux-mêmes, la défense de leurs intérêts, sans les laisser entre les mains des directions des grandes confédérations syndicales qui n'ont pas voulu s'engager vers la grève générale.

A travers le pays, les luttes contre les licenciements se multiplient, les intermittents du spectacle n'ont pas dit leur dernier mot, le 6 décembre, les organisations de chômeurs appellent à manifester...

Malgré son échec, le mouvement du printemps continue de porter ses fruits, les conditions d'un nouveau développement des luttes mûrissent.

La jeunesse montre qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement illégitime.

